

Jean Monnet contre l'austérité



Frédéric Koller

Jean Monnet, l'un des pères fondateurs de l'Union européenne, aurait-il été pour ou contre l'austérité? Question anachronique. Elle a surgi jeudi soir à l'Université de Lausanne, où Pat Cox, le nouveau président de la Fondation Jean Monnet, s'est prévalu de l'héritage de l'homme d'Etat français pour se lancer dans un plaidoyer dénonçant la politique d'austérité imposée par l'Allemagne aux pays du Sud, en particulier la Grèce.

A un moment de son discours, le libéral irlandais, qui a présidé durant quatre ans le Parlement européen, s'est senti obligé d'ajouter qu'il n'était «ni de gauche ni un extrémiste». Précision utile, car Yanis Varoufakis, le ministre grec des Finances issu de Syriza, n'aurait probablement pas retranché une virgule au constat dressé par Pat Cox. Dès le premier plan de sauvetage de la Grèce – «qui a servi les banques françaises et allemandes ainsi que les riches Grecs plutôt que la population grecque» –, l'Europe a fait fausse route. Le remède s'est révélé plus grave que la maladie. Pour sortir de cette crise sans fin de la dette qui menace de détourner définitivement les opinions publiques d'un quelconque rêve européen, il est urgent de relancer l'investissement et de lutter contre le chômage massif des jeunes. «L'Europe a besoin d'une nouvelle ère Monnet», a conclu Pat Cox.

Trop technique et trop longue pour véritablement décoiffer le cénacle de personnalités présentes dans la salle, la démonstration aurait pu en rester là. Avec des applaudissements polis.

C'était compter sans la première intervention venue du public. «Je suis l'ambassadeur de la nation «indispensable», Otto Lampe. J'ai appris beaucoup de choses sur mon pays...» L'ambassadeur d'Allemagne à Berne était visiblement excédé. «Je suis né en 1951 avec l'espoir de voir se réaliser les Etats-Unis d'Europe. Mais pour l'heure ils n'existent pas: il

Ce jeudi soir, sur les rives paisibles du Léman, la dispute européenne s'est invitée avec fracas

n'y a ni union économique, ni union fiscale.» Il a ensuite expliqué que, contrairement à ce que prétendent les partisans de la relance, «il n'existe pas de marge de manœuvre fiscale pour des investissements sans augmenter la dette pour les générations futures.» «Vous avez raté la dimension politique et de paix de l'Europe dans votre discours. Je suis ambassadeur de l'Allemagne, et jamais je ne serai le représentant d'une nation hégémonique», a-t-il sèchement conclu.

«Nation indispensable», «pays hégémonique». Pat Cox, en sueur, s'est défendu en affirmant qu'il n'inventait rien, mais citait des dirigeants européens, des statistiques européennes et allemandes. Il a reconnu qu'un plan de relance allemand (14 à 15 milliards par an pour les infrastructures) à lui seul ne changerait pas le cours de l'Europe. Mais il a à son tour conclu d'un ton sec: «La rigueur oui, la rigidité non!»

Ce jeudi soir, sur les rives paisibles du Léman, la dispute européenne s'est invitée avec fracas. Le sentiment d'urgence aussi, celle de redonner du sens à une Europe travaillée par les forces de la désagrégation. L'austérité – une approche que les Suisses partagent largement avec leur voisin allemand – mine en ce moment le projet européen.

L'intervention de Pat Cox n'était pas très fédératrice. L'Irlandais est injuste lorsqu'il désigne l'Allemagne comme unique responsable des politiques de réformes structurelles imposées aux Etats endettés. Mais il a raison: il est temps d'offrir une autre perspective aux Européens que la simple application des règles budgétaires. Et pour changer cela, l'Allemagne est bien l'acteur clé.